Christophe Castaner
Candidat PS aux élections régionales
« Je suis le candidat qui bosse »

Loi Macron
Un nouveau casse-tête pour les PME

Territoires ruraux
Une attractivité révélée
En campagne depuis février dernier, vous semblez avoir du mal à vous faire entendre face à la forte présence médiatique de vos deux principaux adversaires... Très clairement, les grands médias nationaux ont décidé qu’il n’y avait qu’un duel en PACA, entre la droite extrême et l’extrême droite. Tandis que monsieur Estrosi et madame Maréchal-Le Pen papillonnent sur les plateaux de télévision et préfèrent débattre entre eux de sujets nationaux qui ne relèvent pas des compétences de la Région, je suis sur le terrain. Depuis le mois de février, j’ai entrepris une centaine de déplacements thématiques pour exposer mon programme. Face à eux, je suis le candidat qui bosse !

Comment expliquer alors ce déséquilibre de notoriété ?

Rassurez-vous, tous mes déplacements rencontrent un écho médiatique au plan local ! Et vous savez, une élection n’est pas uniquement une question de notoriété. Surtout lorsque la notoriété négative l’emporte sur la notoriété positive, comme c’est le cas pour mes deux adversaires. Je crois que cette élection se jouera sur des propositions concrètes en faveur de la Région. Et non sur des promesses irréalistes comme celles de Christian Estrosi, qui se présente en super-héros, avec préten­tion et mépris des électeurs ! Il assure pouvoir être un président à 100 % tout en annonçant qu’il sera 1er adjoint de Nice et qu’il conservera la présidence de la métropole nicoise ! Il promet l’ASL en oubliant que son gouvernement l’a retirée du schéma d’infrastructures des transports ! Il annonce 100 policiers dans les TÉR, alors qu’il en existe déjà 170 et que la Région finance 220 agents sur site. Monsieur Estrosi, c’est l’homme qui vole 3 milliards, sauf qu’il ne les a pas ! Il galvaude la parole politique.

Y compris lorsqu’il présente une charte éthique élaborée par un magistrat et signée par tous ses colistiers ?

Une fois de plus, il est dans la déclaration, moi je suis dans le fait. Tout le monde sait que je n’ai pas souhaité qu’un candidat (NDLR, Jean-David Ciot, 1er secrétaire de la fédération PS des Bouches-du-Rhône) puisse être tête de liste ni candidat dans les Bouches-du-Rhône, tout simplement parce qu’il doit passer en appel devant un juge 15 jours avant le scrutin. Estrosi devrait à ce propos faire attention, car j’ai cru comprendre que le parquet financier de Paris s’était saisi de l’affaire du stade Allianz Riviera de Nice. Et puis, quand il assume siéger aux côtés de monsieur Balkany à l’Assemblée nationale, qu’il ne vienne pas parler d’éthique ! L’éthique, c’est une méthode de vie, une méthode de faire.

Cette éthique vous incitera-t-elle à abandonner vos mandats actuels de maire et de député ?

Je l’ai annoncé et je tiendrai parole. Je démissionnerai de tous mes mandats. Là encore, je me différencie de monsieur Estrosi.

Vous avez fait un choix inattendu en désignant Christophe Madrolle, numéro 2 du Front démocrate social et écologiste, tête de liste dans les Bouches-du-Rhône…

Christophe Madrolle a été, pendant 10 ans, président du groupe écologiste au conseil municipal de Marseille. Cette désignation symbolise notre volonté d’ouverture à des personnalités qui dépassent le seul Parti socialiste. Le Front démocrate représente une écologie réformatrice et non conservatrice, une gauche moderne. Je connais la défiance des citoyens envers les partis et je sais combien sont orphelins les élections modestes, suite à l’accord entre le MoDem et Les Républicains, qui ne se retrouvaient pas dans la ligne politique de Christian Estrosi.

N’est-ce pas là un aveu d’impuissance à réunir l’ensemble des forces de gauche dès le 1er tour ?

Très clairement, aujourd’hui, Europe Écologie Les Verts et le Front de gauche souhaitent faire liste commune au 1er tour. Ils prétendent des désaccords avec le PS au niveau national, mais c’est une erreur. Après 18 ans de gouvernance régionale commune, nos projets peuvent être encore convergents.

Ne pêtrissez-vous pas d’un positionnement politique trop « social libéral » pour réussir cette union, dans la mesure où vous avez pour bonne part participé à la rédaction de la loi Macron, tant décriée par cette gauche de la gauche ?

Social libéral, je ne sais pas ce que c’est. Je dirais social pragmatique. Je revendique de ne pas être coinçait par tél ou du dogme idéologique. La loi Macron, par exemple, ce n’est pas seulement le travail du dimanche, c’est également l’instauration d’une nouvelle époque salariale pour 11 millions de Français, ou encore l’obligation pour les opérateurs téléphoniques d’équiper enfin tout le territoire !

Les sondages indiquent que vous pourriez n’obtenir que 17% au premier tour. Comment combler ce retard ?
Ces sondages ne me donnent pas perdant, car l'élection se joue à deux tours ! Et, au second tour, nous sommes tous, gauche, droite et extrême droite, en mesure de l'emporter. Je crois en la capacité de la gauche de se rassembler fortement contre les idées de l'extrême droite et de la droite extrême. Les sondages indiquent d'ailleurs un bien meilleur report des voix au second tour sur ma candidature que pour d'autres têtes de liste socialistes dans d'autres régions.

Vous pensez en février dernier avoir à combattre Jean-Marie Le Pen. Or, c'est sa petite-fille qui se présente. Pensez-vous que cela soit plus facile ?

Cela ne change rien. Je n'ai d'adversaires que les idées, pas les personnes. Et, en l'occurrence, ce sont les mêmes. De la même manière que je combats les idées du candidat Estrosi, qui n'appartient pas à la droite républicaine lorsqu'il parle des migrants ou qu'il prône un blocus en Méditerranée. Loin d'être un rempart contre le vote FN, comme il le dit, il le banalise et en est le principal artisan.

En cas de possible victoire du FN, seriez-vous disposé à une fusion avec la droite, voire à un retrait pur et simple de votre liste ?

Vous savez, le Front républicain, ça se fait à deux. Aujourd'hui, le parti Les Républicains en refuse même l'idée. Je ne serais pas celui qui affaiblira la gauche pour faire plaisir à monsieur Estrosi. D'ailleurs, si j'appelais à voter pour lui, les électeurs de gauche ne me suivraient pas. Estrosi et ses discours radicaux en 2015, ce n'est pas Jacques Chirac en 2002 !

Après trois mandats de Michel Vauzelle, au cours desquels vous avez été un des ses vice-présidents (2004-2012), ne craignez-vous pas que les électeurs ne privilégient une alternance politique ?

Non, pas du tout. Et ce pour deux raisons : tout d'abord parce que le bilan de Michel Vauzelle est bon et que je veux l'assumer, y compris quand celui-ci peut être amélioré, comme les performances des TER. Et parce que le président Vauzelle a su construire une véritable identité régionale. Ce que veulent les électeurs, c'est une Région forte. C'est pourquoi je veux faire de PACA la Californie de l'Europe, par sa capacité à inventer, à innover, à promouvoir le made in Provence Côte d'Azur et une véritable politique de développement durable.

Le président Vauzelle semble quelque peu absent de cette campagne. Le regrettez-vous ?

Michel Vauzelle était à Forcalquier à mes côtés lorsque le Premier ministre, Manuel Valls, m'a apporté son soutien. J'étais avec lui lors de sa dernière conférence de presse consacrée aux migrants. Nous étions encore symboliquement ensemble à la Féria d'Arles et j'échange régulièrement avec lui. Toutefois, il ne souhaite pas utiliser sa fonction de président à des fins électorales et transformer ainsi tous ses déplacements en opérations politiques. C'est tout à son honneur.

Nombre de maires, de droite comme de gauche, se mobilisent pour dénoncer la baisse des dotations de l'État. Vous êtes vous-même maire. Partagez-vous leur inquiétude ?

L'État aurait pu doubler la dette de la France en un seul mandat, comme l'a fait en son temps Sarkozy ! Courageusement, il a décidé de dépenser moins d'argent public. Les collectivités territoriales doivent contribuer à cet effort de 50 Md€ de baisse de la dépense publique. C'est pénible, mais il faut faire des choix. Elles peuvent baisser les dépenses de fonctionnement et augmenter l'investissement, comme je l'ai fait à Forcalquier. Ce sera également le cas pour la Région, où je m'engage à ne pas augmenter les impôts.


Vous nous dîsez, en mars 2015, que l’un de vos premiers engagements serait de garantir l’équilibre de la métropole Aix-Marseille Provence face à l’hégémonie de Marseille. Comment tenez-vous cet engagement ?

Cette engagement, je le prends pour l’intégralité du territoire régional. Si l’on souhaite une métropole avec une ville qui domine l’autre, la métropole ne sera pas possible. Il faut une négociation entre les différentes collectivités et dépasser les situations de blocages actuels entre Aix et Marseille. Et ce n’est pas une question de manque de subventions, comme je l’entends dire. L’État a prévu 50 M€ d’aides à la métropole ! À la tête de la Région, je propose la création de métropoles régionales, afin de mettre autant de moyens que l'État au service des projets métropolitains. En PACA, nous avons besoin d’une métropole Aix-Marseille Provence forte.

Charles Morel
[propos recueillis le 24/09/2015]